



LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE 2009/2014

**54 000 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS
AU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**



**2 ARTICLES SCALERATS
CONTRE SNPE ET DCNS**



**QUEL DÉPUTÉ,
QUEL SÉNATEUR,
OSERA VOTER
UNE TELLE LOI ?**

PÉTITION NATIONALE

Dans un contexte gravissime de crise financière et économique internationale qui multiplie les liquidations d'entreprises et d'emplois, l'État-employeur conduit une restructuration drastique de son propre outil national de défense.

Alors que les chiffres du chômage explosent, alors que les salariés sont les victimes désignées de la crise du système capitaliste, le gouvernement entend poursuivre et accélérer sur la voie du démantèlement du soutien aux forces et de nos industries de défense. Les salariés de toutes catégories de notre ministère sont confrontés à l'enclenchement de restructurations sans précédent détruisant les capacités et l'emploi. Les salariés des sociétés nationales sous tutelle du ministère vivent dans l'angoisse de nouveaux plans sociaux, sur fond de privatisation/externalisation des activités et de sabotage des savoir-faire. Au-delà des milliers d'emplois directement concernés, c'est aussi l'avenir de nombreuses localités qui est posé par la réforme de la carte militaire et la casse de nos industries. **C'EST INACCEPTABLE !**

Pour toutes ces raisons, je signe cette pétition nationale unitaire afin d'exiger du Gouvernement :

- L'arrêt immédiat de toutes les restructurations en cours et programmées ;
- L'ouverture de véritables négociations pour une autre politique industrielle, de soutien et d'emploi ;
- La prise en compte de mes revendications en matière de salaire, traitement et pension, de déroulement de carrière, de conditions de travail, de protection sociale.

*Pour toutes ces raisons, je signe cette pétition nationale unitaire afin d'exiger des
Parlementaires :*

- De ne pas entériner par leur vote de la Loi de Programmation Militaire, la destruction organisée de milliers d'emplois ;
- Un moratoire sur la révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), véritable machine à broyer l'emploi public ;
- Qu'ils mettent tout en œuvre pour faire échec au « désaménagement » du territoire programmé que porte en elle la réforme ;

